

# BOLOGNE : L'AUBERGE ESPAGNOLE

---

*Le parcours initiatique de l'étudiant nomade butinant son savoir à travers le vaste monde a longtemps relevé d'un modèle aristocratique. Même s'il constitue encore et toujours l'exception (y compris à l'université), la vulgarisation de ce modèle culturel, déjà amorcée, s'amplifie. Ce modèle fournit ainsi le décor du dernier film de Cédric Klapisch, L'auberge espagnole, qui raconte de manière délicieusement ironique le quotidien de quelques étudiants, venus des quatre coins de l'Europe pour suivre un programme Erasmus en Espagne. Malgré son caractère objectivement minoritaire, c'est désormais à ce prototype que se réfèrera officiellement la redéfinition de l'offre d'enseignement supérieur en Europe, amorcée par la déclaration de la Sorbonne en 1998, et prolongée par celle de Bologne un an plus tard.*

*Mais le plus surprenant, c'est la facilité avec laquelle la convergence du supérieur européen vers un même horizon d'attente a été décidée. Il n'aura fallu aucune directive, aucun diktat pour que les responsables d'institutions universitaires jalouses de leur indépendance séculaire s'imposent, motu proprio et dans un délai record, un cadre commun fondé sur une exigence nouvelle de mobilité généralisée. L'absence de contrainte politique a produit la plus grande des pressions. Face à une simple déclaration de ministres de l'Éducation, chacun, de peur de « ne pas en être », a tenté de prendre la tête d'une course lancée à la poursuite de l'air du temps.*

*On peut admirer le tour de force que constitue cet alignement généralisé, au vu de l'hétérogénéité du paysage de l'enseignement supérieur que brosse Marc Romainville dans ce dossier. Et puis, il n'y a pas à prétendre*

*avoir en horreur ce que tout le monde désire et qui a été précisément brandi par « Bologne » pour cette raison. Au vrai, que les sociétés européennes prétendent redéfinir en commun les standards de leurs élites et en promouvoir l'intégration, qu'elles affirment ensemble améliorer la qualité de leur enseignement en réformant en commun son organisation, et qu'un consensus rapide se dégage dans ce sens, voilà autant de bonnes nouvelles.*

*Mais ces acquis si bien emballés ne peuvent manquer d'éveiller la suspicion. Car, dans leurs traditions désuètes, les tours d'ivoire résistent plutôt mal que bien aux pressions technocratiques et marchandes qui ne manqueront pas de s'exercer sur les changements qui s'engagent. La mondialisation concrète des marchés a tôt fait de rattraper l'universalisme abstrait des sciences, surtout depuis que ces dernières demandent à être jugées à l'aune des critères d'efficacité. Le prisme de l'étudiant consommateur en quête de libre circulation fournit-il la seule mesure du cahier des charges à renvoyer à un enseignement supérieur en voie d'eupéanisation ? On ne trouve dans le processus de Bologne aucune réponse aux limites et aux distorsions manifestes que les systèmes nationaux en vigueur aujourd'hui reportent l'un sur l'autre : aucune politique de contingentement, de financement, de démocratisation des études n'est évoquée.*

*Ainsi, les migrations studieuses ou professionnelles des personnels de santé (médecins, kinésithérapeutes, infirmières...) témoignent d'abord, au plan européen, de l'absurdité de limitations d'accès nationales, tel notre numerus clausus. Bologne ne les prend tout simplement pas en compte, y compris au sens littéral du terme puisque cette gestion myope permet d'exporter des coûts inhérents à la formation. Dans ce contexte, la standardisation et la mobilité accrue que fait miroiter Bologne ne constitueraient qu'un encouragement à l'absence de coordination.*

*Sur le plan de la démocratisation de l'éducation, est-on si sûr que les élites doivent être les bénéficiaires prioritaires du souci de qualité dont se prévalent les horizons de Bologne ? À ce qu'on sait, ce ne sont pas les universitaires qui souffrent d'abord du déclassement et d'une déqualification qui feraient peser des doutes sur la qualité de la formation qui leur est fournie. Et ce sont, plutôt que les campus, les quartiers populaires qui sont le théâtre de frictions interethniques ; ce ne sont pas non plus les étudiants du supérieur qui cèdent massivement au repli d'un néonationalisme populiste et anti-européen. Au contraire, à l'égard de telles problématiques, l'ancrage régional actuel des institutions d'enseignement supérieur cristallise une forme de responsabilité sociale des élites qui pourrait bien se liquéfier dans le grand marché qui se profile. Pour ce qui est du public de ces institutions, Bologne passe complètement au bleu la question de la démocratisation des études supérieures. Le cri*

*d'alarme lancé à ce propos par le recteur de l'U.C.L. (sur la base d'une étude du M.O.C.) n'en est que plus révélateur. Il dénonce l'absence dramatique de démocratisation de l'université et participe au même moment avec tous ses collègues européens à la construction d'un système européen qui ignore cette question ; voire même pire, d'un système qui pousse à consacrer des moyens à la concurrence entre formations de pointe, réservées par définition au petit nombre, ainsi qu'à s'engager dans un processus de dualisation des institutions supérieures européennes au seul bénéfice des plus « performantes ». Les oublis de Bologne n'ont pas fini de révéler les contradictions dans lesquelles s'enferment différents acteurs. Qui sait ? Des tensions que cela produira naitront peut-être des prises de conscience et des réactions salvatrices.*

*Dans l'immédiat, des demandes de compensation financière des restrictions subies depuis des années y trouvent un surplus de légitimité. Mais même en admettant que ce refinancement se réalise, il faudra encore choisir sur quel versant de l'université investir des moyens nécessairement limités : au bénéfice de son profil social ou à l'appui de ses ambitions d'excellence européenne et mondiale ? Bologne n'apporte de toute manière pas de réponse et de garantie concrètes en termes de financement du supérieur. Cette absence fait d'ailleurs peser une grande inquiétude sur l'accès aux études organisées au-delà du premier cycle de trois ans, malgré les discours solennels que Jean-Émile Charlier déconstruit dans son analyse. Étudiant de près le mode de décision qui a produit Bologne, cet auteur dévoile les risques de privatisation rampante des formations par le biais du système de certification. Et de fait, les problèmes de financement qui s'aggravent particulièrement en Communauté française font craindre qu'il faille à terme choisir, au mieux, entre une augmentation du report des moyens que draine le premier cycle vers les cycles supérieurs et une sélection financière après le premier cycle. voire, au pire, cumuler les deux.*

*Bref, une série de défis communs et urgents des sociétés européennes ne sont pas rencontrés ni même évoqués. Et nous n'avons même pas parlé des risques que fait courir à sa fonction critique une conception de l'enseignement soumise à l'employabilité des étudiants. La déclaration de Bologne témoigne en fait d'un basculement précipité. C'est que la certitude d'aller dans le sens de l'Histoire a relégué les doutes en périphérie d'une profession de foi dont les uns et les autres craignent que leur tiédeur les repousse dans une marginalité frileuse ou les entraîne dans un déclassement fatal. Ce train fou que l'on n'ose plus appeler le progrès tant le mot est devenu suspect, tout le monde veut y monter avec un ticket valide en bonne et due forme.*

*L'hymne commence par un refrain qui évoque l'affinité élective d'une modernité postnationale avec les idéaux d'ouverture dont se revendique*

quent les universités. Mais n'est-ce pas justement le retard entre ces proclamations et leur mise en œuvre qui a ouvert une brèche ? Les couplets ne sont pas moins radieux : les frontières du savoir, des langues à casser, l'Europe toujours à faire, la saine émulation avec les autres continents et l'attraction maintenue pour les candidats du tiers monde, la transparence de l'offre et l'harmonisation des cursus dues au respect d'un étudiant-consommateur. Derrière tout cela, c'est l'impératif technocratique et son tempo normalisateur qui donnent la mesure avec une rage concurrentielle. La richesse culturelle d'un patrimoine sera-t-elle bientôt ravalée au rang d'attrait folklorique, sous l'œil impassible du marché ? La question se pose particulièrement pour notre Communauté où, comme l'explique Frédéric Moens, les vieilles identités de piliers ont été réactivées face à la lutte concurrentielle accrue qui s'annonce. Sans pour autant surmonter au bénéfice de tous d'autres clivages structurant notre enseignement : hautes écoles versus universités, type court versus type long. C'est à un tel dépassement qu'appelle Majo Hansotte en proposant de passer, pour ce faire, par l'« évaluation territoriale et citoyenne » des politiques d'enseignement supérieur. Ouvrir le débat à d'autres attentes que celles qui sont dictées par la peur de ne pas être concurrentiel ne pourra que nous aider à sortir de l'impasse d'une politique réactive, par défaut, qui caractérise depuis des années les décisions prises par les francophones belges pour ce niveau d'enseignement.

Dans l'immédiat, il faudra sans doute suivre le rythme endiablé de Bologne. Résister aux pressions qui s'y exercent ne suffira pas à écarter les risques évoqués dans ces lignes. Entrer dans la danse du changement ouvre au contraire des perspectives que l'immobilisme ferme irrémédiablement. Ce dossier constitue une introduction à tous ces défis de l'enseignement supérieur que Bologne pose à nouveaux frais : la « professionnalisation » des études, sa compatibilité avec la fonction critique de l'enseignement, la lutte contre l'échec, les passerelles entre divers modes de formation, les critères de qualité des « centres d'excellence », la définition des contenus des programmes, la rencontre des attentes du monde étudiant, la marchandisation de l'enseignement... La Revue nouvelle y reviendra dans de prochains numéros.

La revue des différents critères de comparaison et de différenciation des systèmes d'enseignement supérieur européens qu'opère Marc Romainville nous rappelle qu'il y a loin de la coupe aux lèvres et que l'harmonisation, dernière étape de l'évolution d'un processus dont il retrace l'histoire, doit encore s'inscrire concrètement dans chacune des réalités nationales. Les jeux ne sont donc pas définitivement faits. Mais ce qui ressort de la contribution de Jean-Émile Charlier, c'est que s'emparer de Bologne pour rencontrer des demandes sociales adressées au supérieur ne pourra se faire sans piloter ce processus. Il sera donc nécessaire d'investir un pouvoir démocratique de la capacité d'accompagner cette

*transformation. L'Union européenne, à laquelle échoit naturellement ce rôle, semble pourtant hors-jeu pour cause de déficit démocratique et de méfiance généralisée due aux accès de fièvre compétitiviste de sa Commission. Sur ce plan, les ministres européens se trouvent en fait coincés entre l'absence de compétence de l'Union européenne et l'autonomie des institutions supérieures. C'est cette autonomie, d'habitude plutôt encline à la résistance au changement, qui a donné une réelle force d'entraînement à la déclaration de Bologne. Mais la liberté académique pourrait aussi contribuer à réguler le mouvement entamé en s'organisant pour garantir la diversité culturelle qu'elle permet.*

*En attendant ces prises de responsabilité élémentaire, ce que l'on va faire exactement de Bologne reste ouvert mais... échappe en partie à la maîtrise collective. C'est là la limite d'une auberge espagnole. Puisqu'on n'y trouve que ce que l'on a soi-même apporté, il est difficile d'y imposer un menu minimal obligatoire, et les plus nantis y seront donc certainement les mieux servis. Mais par ailleurs, il n'est interdit à personne d'essayer d'y amener tout ce qu'il souhaite y trouver.*

***Donat Carlier et Théo Hachez***